

F. 2001 — 1084

[C — 2001/27223]

**27 MARS 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution de l'article 2 du décret du 14 décembre 2000 modifiant le décret du 29 octobre 1998
instaurant le Code wallon du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment l'article 26, modifié par le décret du 14 décembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de mettre le texte des différents arrêtés octroyant des aides au logement destinées aux personnes physiques, en concordance avec celui du Code wallon du Logement suite à la modification de l'article 26, entrée en vigueur le 30 décembre 2000;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions modificatives

Article 1^{er}. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à l'acquisition d'un logement, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 8, § 2, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 1^{er} » sont supprimés.

Art. 2. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime pour la construction d'un logement situé dans un noyau d'habitat et la reconstruction d'un logement non amélioré, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 9, § 2, du même arrêté, les mots « ou l'expiration du délai visé au § 1^{er} » sont supprimés.

Dans l'article 10, § 3, alinéa 2 du même arrêté, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 10, § 4, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 3 » sont supprimés.

Art. 3. Dans l'article 4, § 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 4, § 6, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 5 » sont supprimés.

Dans l'article 8, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 8, § 4, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 2 » sont supprimés.

Art. 4. Dans l'article 5, § 6, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement amélioré dans le cadre d'un bail à réhabilitation, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 5, § 7, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 6 » sont supprimés.

Dans l'article 9, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord »;

Dans l'article 9, § 4, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 2 » sont supprimés.

Art. 5. Dans l'article 5, § 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la reconstruction de logements améliorables et à la création de logements à partir de bâtiments dont la vocation initiale n'est pas résidentielle, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 5, § 7, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 5 » sont supprimés.

Dans l'article 9, § 2, alinéa 2, du même arrêté, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 9, § 4, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 2 » sont supprimés.

Art. 6. Dans l'article 8, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une prime à l'adaptation de logements aux personnes handicapées, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 8, § 3, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 2 » sont supprimés.

Art. 7. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une aide à la démolition de logements non améliorables, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 7, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé à l'article 6, § 1^{er}, et § 2, alinéa 2 » sont supprimés.

Art. 8. Dans l'article 5, § 4, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 5, § 5, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 4 » sont supprimés.

Dans l'article 6, § 3, alinéa 2, du même arrêté, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 6, § 4, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 3 » sont supprimés.

Art. 9. Dans l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 concernant l'octroi d'allocations de déménagement et de loyer en faveur de ménages en état de précarité et de personnes sans abri, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 8, § 2, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 1^{er} » sont supprimés.

Art. 10. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une assurance contre la perte de revenus pour cause de perte d'emploi ou d'incapacité de travail, le mot « refus » est remplacé par le mot « accord ».

Dans l'article 9, § 2, du même arrêté, les mots « ou de l'expiration du délai visé au § 1^{er} » sont supprimés.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 30 décembre 2000.

Il ne s'applique toutefois pas aux demandes introduites avant son entrée en vigueur.

Art. 12. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 1084

[C — 2001/27223]

27. MÄRZ 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 2 des Dekrets vom 14. Dezember 2000 zur Abänderung des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 26, in seiner durch das Dekret vom 14. Dezember 2000 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. August 1996 abgeänderten Fassung,

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den Wortlaut der verschiedenen Erlasse zur Gewährung von Wohnbeihilfen zugunsten von natürlichen Personen mit dem Wortlaut des Wallonischen Wohngesetzbuches infolge der am 30. Dezember 2000 in Kraft getretenen Abänderung seines Artikels 26 in Übereinstimmung zu bringen;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Abändernde Bestimmungen*

Artikel 1 - In Artikel 8, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Erwerb einer Wohnung wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 8, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 1 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 2 - In Artikel 9, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für den Bau einer in einem Wohnkern gelegenen Wohnung und für den Wiederaufbau einer nicht verbesserungsfähigen Wohnung wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 9, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 1 erwähnten Frist» weggestrichen.

In Artikel 10, § 3, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 10, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 3 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 3 - In Artikel 4, § 5, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 4, § 6 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 5 erwähnten Frist» weggestrichen.

In Artikel 8, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 8, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 2 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 4 - In Artikel 5, § 6, Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 5, § 7 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 6 erwähnten Frist» weggestrichen.

In Artikel 9, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 9, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 2 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 5 - In Artikel 5, § 5, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Umgestaltung von verbesserungsfähigen Wohnungen und für die Errichtung von Wohnungen aus Gebäuden, die ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt waren, wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 5, § 7 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 5 erwähnten Frist» weggestrichen.

In Artikel 9, § 2, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 9, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 2 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 6 - In Artikel 8, § 2, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Prämie für die Anpassung von Wohnungen für behinderte Personen wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 8, § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 2 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 7 - In Artikel 7, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Beihilfe für den Abbruch von nicht verbesserungsfähigen Wohnungen wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 7, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in Artikel 6, § 1 und § 2, Absatz 2 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 8 - In Artikel 5, § 4, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Schaffung von vereinbarungsgebundenen und mietzinsgünstigen Wohnungen durch natürliche Personen wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 5, § 5 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 4 erwähnten Frist» weggestrichen.

In Artikel 6, § 3, Absatz 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 6, § 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 3 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 9 - In Artikel 8, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 über die Gewährung von Umzugs- und Mietzulagen zugunsten von Haushalten in prekären Verhältnissen und von Obdachlosen wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 8, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 1 erwähnten Frist» weggestrichen.

Art. 10 - In Artikel 9, § 1, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Versicherung gegen das Risiko des Einkommensausfalls wegen Verlust des Arbeitsplatzes oder Arbeitsunfähigkeit wird der Wortlaut «Ablehnung» durch den Wortlaut «Einverständnis» ersetzt.

In Artikel 9, § 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut «oder ab dem Ablauf der in § 1 erwähnten Frist» weggestrichen.

KAPITEL 2 — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 30. Dezember 2000 wirksam. Er findet jedoch keine Anwendung auf die Anträge, die vor seinem Inkrafttreten eingereicht worden sind.

Art. 12 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

VERTALING

N. 2001 — 1084

[C — 2001/27223]

27 MAART 2001. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van artikel 2 van het decreet van 14 december 2000 tot wijziging van het decreet van 29 oktober 1998 tot instelling van de Waalse Huisvestingscode

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 26, gewijzigd bij decreet van 14 december 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de tekst van de verschillende besluiten waarbij tegemoetkomingen worden toegekend aan natuurlijke personen dringend in overeenstemming dienen te worden gebracht met de tekst van de Waalse Huisvestingscode als gevolg van de wijziging van artikel 26, dat in werking is getreden op 30 december 2000;

Op de voordracht van de minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. In artikel 8, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de aankoop van een woning, wordt het woord «weigering» vervangen door het woord « instemming ».

In artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit, worden de bewoordingen « na het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn » geschrapt.

Art. 2. In artikel 9, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw van een in een woonkern gelegen woning en de wederopbouw van een onverbeterbare woning wordt het woord « weigering » vervangen door het woord « instemming ».

In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of na het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn » geschrapt.

In artikel 10, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « weigering » vervangen door het woord « instemming ».

In artikel 10, § 4, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of na het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijn » geschrapt.

Art. 3. In artikel 4, § 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 4, § 6, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 5 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

In artikel 8, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « de toekenning te weigeren » vervangen door de bewoordingen « met de toekenning in te stemmen ».

In artikel 8, § 4, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 4. In artikel 5, § 6, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 5, § 7, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 6 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

In artikel 9, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « met de toekenning in te stemmen ».

In artikel 9, § 4, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 5. In artikel 5, § 5, tweede lid van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de herstructurering van verbeterbare woningen en de inrichting van woningen in gebouwen die aanvankelijk niet voor bewoning zijn bestemd, worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 5, § 7, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 5 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

In artikel 9, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 9, § 4, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 6. In artikel 8, § 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 Regering tot invoering van een premie voor de aanpassing van woningen ten behoeve van gehandicapte personen worden de bewoordingen « de toekenning te weigeren » vervangen door de bewoordingen « met de toekenning in te stemmen ».

In artikel 8, § 3, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 7. In artikel 7, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de slooping van onverbeterbare woningen worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in artikel 6, § 1, en § 2, tweede lid verstreken is » geschrapt.

Art. 8. In artikel 5, § 4, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de bouw door natuurlijke personen van woningen waarvoor een huurovereenkomst met lage huur bestaat, worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 5, § 5, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 4 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

In artikel 6, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « de toekenning te weigeren » vervangen door de bewoordingen « met de toekenning in te stemmen ».

In artikel 6, § 4, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 3 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 9. In artikel 8, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis- en huurtoelagen aan gezinnen die in een precaire toestand verkeren en aan daklozen worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « in te stemmen ».

In artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 1 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

Art. 10. In artikel 9, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een verzekering tegen het risico van inkomensverlies wegens verlies van betrekking of arbeidsongeschiktheid worden de bewoordingen « te weigeren » vervangen door de bewoordingen « toe te kennen ».

In artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit worden de bewoordingen « of waarop de in § 1 bedoelde termijn verstreken is » geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 30 december 2000.

Het is echter niet van toepassing op de aanvragen die werden ingediend vóór inwerkingtreding van het besluit.

Art. 12. De minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN